

StJames, Louise (PHAC/ASPC)

From: Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)
Sent: 2020-03-19 5:43 PM
To: Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC)
Objet: Résumé de l'appel de briefing quotidien des parlementaires : 19 mars 2020

Bonjour à tous,

Le briefing des parlementaires sur la COVID-19 a été conduit par le Dr Njoo, accompagné d'autres officiels des Finances, d'EDSC, de la SP, de l'ASFC, de SAC, d'ISDE et d'EDSC. Le Dr Njoo a commencé par faire une brève mise à jour de la situation du point de vue de la santé publique. À 14 heures, on comptait 801 cas et 10 décès. 10 cas ont été isolés à la BFC Trenton sont liés au rapatriement du Grand Princess. Plus de 55 000 personnes ont été testées dans l'ensemble du pays.

Questions des parlementaires :

- La sénatrice Mary Jane McCallum (ISG) : L'APN communique très peu avec les communautés autochtones régionales du Manitoba. Il y a également un manque général de ressources et des problèmes avec les véhicules privés pour les communautés isolées. Comment SAC coordonnera-t-il son action pour s'assurer que des mesures appropriées sont prises pour les communautés autochtones vulnérables ?
 - o SAC : *Nous avons des appels quotidiens avec certains dirigeants autochtones, la Croix-Rouge cherche à évaluer auprès des communautés autochtones les fournitures qui leur sont nécessaires, et envisage de fournir davantage d'infrastructures. SAC assurera le suivi du manque apparent de fournitures médicales, mais les communautés indigènes du Manitoba ont reçu récemment une livraison d'EPI.*
- La sénatrice Frances Lankin (ISG) : Que fait-on pour ajouter des lignes téléphoniques et des moyens informatiques supplémentaires pour fournir des informations aux Canadiens ? Comment le gouvernement fait-il parvenir l'information aux personnes qui ne parlent pas une des langues officielles et aux jeunes ménages qui n'ont ni télévision ni radio ?
 - o EDSC : *L'accessibilité est importante, mais le volume des demandes a mis nos capacités à rude épreuve, et le ministère fait tout ce qu'il peut en réaffectant des ressources pour faire face à cet afflux. L'ARC offrira aux Canadiens des services d'assurance-emploi et d'autres solutions proposées en temps opportun.*
 - o SAC : *SAC est en contact constant avec l'association des centres d'amitié et a appris leur intention de fermer leurs portes. Nous leur avons offert un soutien financier et d'autres formes d'aide pour éviter cette situation.*
- La sénatrice Paula Simons (ISG) : Des mesures économiques seront-elles prises pour protéger ceux qui se mettent en quarantaine ? Et le gouvernement a-t-il l'intention de fermer les camps de travail dans le nord de l'Alberta, dont le trafic aérien ne passe pas par les contrôles traditionnels des aéroports.
 - o EDSC : *Si on vous a imposé une quarantaine, vous pourrez avoir accès aux prestations d'assurance-emploi. Il n'est pas nécessaire de vérifier auprès d'une autorité médicale, mais seulement auprès d'une personne en position d'autorité générale (employeur, etc.). D'autres mesures s'appliqueront à ceux qui n'ont pas accès à l'assurance-emploi.*
- Le sénateur Colin Deacon (ISG) : Souvent, les travailleurs de première ligne dans les pharmacies et ceux qui travaillent aux caisses et aux guichets peuvent facilement transmettre le virus lors de la manipulation d'argent liquide. Recevront-ils une formation supplémentaire et un EPI pour prévenir ce genre de transmission ? Le gouvernement va-t-il encourager les centres d'appel à travailler à domicile pour fournir leurs services essentiels ?
 - o Dr Njoo : *Les travailleurs de première ligne de la santé ont le plus besoin d'EPI, les caissiers moins. Pour les caissiers, le lavage fréquent des mains, le fait de ne pas toucher son visage et la distanciation sociale en cas de maladie sont les mesures les plus importantes pour ce type de travailleurs, comme pour le grand public.*

- Le député Scott Davidson (PCC; York – Simcoe) : Les communautés amish ont-elles été contactées pour leur apporter du soutien, et si les municipalités déclarent des états d'urgence, auront-elles accès à davantage de ressources fédérales. Comment le gouvernement aide-t-il à soutenir les entreprises en difficulté ?
 - *Dr Njoo : Le gouvernement fédéral collabore avec les responsables de la santé publique au sein de SAC, la communication des risques aux communautés est essentielle. Les messages de haut niveau doivent être adaptés à l'usage local, ce qui doit être fait par les fonctionnaires provinciaux pour des groupes spécifiques dans leurs provinces (comme les communautés amish).*
 - *Plusieurs provinces ont leur propre loi sur les situations d'urgence pour se donner plus de souplesse dans la mobilisation des ressources. Les municipalités s'inscrivent dans le contexte provincial, et elles doivent s'entretenir avec les hauts fonctionnaires provinciaux pour demander des ressources supplémentaires en cas d'urgence.*
 - *EDSC : Nous consacrons beaucoup d'efforts pour allouer des capacités à la protection des entreprises et à la communication avec elles.*
- La députée Carol Hughes (NDP; Algoma—Manitoulin—Kapusking) : Existe-t-il une liste de personnes-ressources du ministère à qui poser des questions spécifiques au-delà de l'appel quotidien. Et peut-il y avoir une séance d'information sur les nouvelles mesures de l'assurance-emploi, ainsi que sur les définitions exactes de l'auto-isolément pour préciser qui doit ou ne doit pas aller travailler. Que fait le gouvernement pour aider les entreprises au bord de la faillite, et peut-il obliger les fournisseurs de télévision à avoir une chaîne dédiée aux mises à jour sur la COVID.
 - *EDSC : Il est essentiel de donner aux gens les informations appropriées et les bons services, et le ministère travaille rapidement pour y parvenir.*
 - *Finances : Le gouvernement met en place une subvention salariale temporaire pour trois mois, qui couvrira 10 % des salaires des employés, ainsi que d'autres politiques nouvelles visant à maintenir la résilience et la solidité des entreprises canadiennes. Abaisser l'obligation d'accéder aux REER.*
- Le sénateur Stan Kutcher (ISG) : La façon dont le gouvernement formule certains termes liés à la santé mentale est problématique. Le gouvernement sera-t-il plus attentif à la signification de ces messages à l'avenir ?
 - *Dr Njoo : L'ASPC va désigner un fonctionnaire chargé de veiller à ce que les messages sur la santé mentale – et la santé mentale en général – soient prioritaires. Il est important de créer un sentiment d'urgence, mais pas au point de créer une anxiété collective paralysante.*

Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à me contacter.

Sincères salutations,

Spencer Brickles

Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning
Public Health Agency of Canada / Government of Canada
spencer.brickles@canada.ca / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques
Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada
spencer.brickles@canada.ca /Tél: 343-543-3102